



HAL
open science

Évolution générationnelle des facteurs de l'engagement au PKK

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Évolution générationnelle des facteurs de l'engagement au PKK. *Metabasis*, 2023, XVIII (25), pp.46-86. 10.7413/18281567244 . hal-04345739

HAL Id: hal-04345739

<https://hal.science/hal-04345739v1>

Submitted on 14 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉVOLUTION GÉNÉRATIONNELLE DES FACTEURS DE L'ENGAGEMENT AU PKK¹

Generational evolution of the commitment factors to the PKK

Caroline GUBET LAFAYE

CNRS

Lisst, Université de Toulouse Jean Jaurès (France)²

Résumé: Constitué en 1978 et toujours très actif sur la scène internationale, le *Partiya Karkerên Kurdistan* (PKK) a accueilli dans ses rangs des dizaines de milliers de militants dont une large part a rejoint la guérilla. Afin de proposer une étude sociodémographique de ces acteurs, nous avons procédé à une enquête de sociologie qualitative qui nous a permis de rencontrer 64 d'entre eux. Quels sont les parcours d'engagement et les motifs d'implication dans la lutte armée kurde au fil de ces quarante années d'existence ? Comment les interactions avec l'État turc ont pesé sur les trajectoires militantes ? Quels ont été les effets des changements stratégiques et idéologiques du PKK sur ces recrues ? Telles sont les questions que cet article tentera d'élucider à partir de l'enquête de terrain réalisée en 2016-2017.

Mots-clefs : Terrorisme, PKK, travail identitaire, « générations sociales », engagement politique.

Abstract: Constituted in 1978 and still very active on the international scene, the *Partiya Karkerên Kurdistan* (PKK) welcomed tens of thousands of militants into its ranks, a large part of whom joined the guerrilla. In order to propose a socio-demographic study of these actors, we carried out a qualitative sociological survey which enabled us to meet 64 of them. What are the paths of engagement and the reasons for involvement in the Kurdish armed struggle over these forty years of

¹ Texte publié dans la revue *Metabasis.it*, Univ. Insubria – Varese (Italie), vol. XVIII, n° 25, mai 2023, p. 46-86 ; DOI: 10.7413/18281567244.

² Contact : caroline.guibetlafaye@univ-tlse2.fr; c.guibetlafaye@wanadoo.fr.

existence? How have interactions with the Turkish state influenced the militant trajectories? What were the effects of the PKK's strategic and ideological changes on these recruits? These are the questions that this article will attempt to elucidate on the basis of the field survey carried out in 2016-2017.

Key words: PKK, Kurds, terrorism, “identity work”, state repression, political commitment.

1. Introduction

Le 30 mars 1972, presque tous les membres dirigeants du THKP-C, dont Mahir Çayan (*Türkiye Halk Kurtulus Partisi/Cephesi* - THKP-C) lui-même, sont abattus lors d'un raid de l'armée turque dans le village de Kızıldere près de Tokat. Cet événement est qualifié par Abdullah Öcalan de « fin d'une époque et de début d'une nouvelle » ère (Öcalan, 1995, p. 39-40). S'adressant au seul survivant, Ertuğrul Kürkçü, Öcalan commente : « Si vous survivez ainsi aujourd'hui, c'est une survie miraculeuse. Cependant, pour moi, c'était le premier test politique sérieux. Ce que je ferai et ne ferai pas pour l'événement de Kızıldere a été un point de départ qui a déterminé ma vie ultérieure. » Après le coup d'État du 12 mars 1971, la plupart des intellectuels kurdes sont emprisonnés en Turquie. De même, le mouvement de Barzani en Irak est sévèrement réprimé, ce qui a affecté le T-KDP (Parti démocratique du Kurdistan-Nord). Les mouvements d'extrême gauche turcs et kurdes sont fragmentés. Dans ce contexte d'agitation intellectuelle et de répression étatique, le premier congrès du *Partiya Karkerên Kurdistan* (Parti des travailleurs du Kurdistan - PKK), alors connu sous le nom d'*Apocular*¹, est organisé les 26 et 27 novembre 1978 dans le village de Fis (district de Lice) avec la participation de 19 personnes réunies autour d'A. Öcalan.

En juin 1979, l'organisation décide de diviser le territoire en quatre cantons d'action : au nord, Mush, Erzurum, Kars ; au centre : Bingöl, Tunceli, Elazığ ; au Sud : Diyarbakir, Adiyaman, Mardin, Urfa ; à l'Ouest : Gaziantep, Marash et Malatya. L'une des premières actions armées notables du PKK visait Mehmet Celal Bucak, un chef de tribu et député du parti de la justice (AP) de centre-droit peu enclin aux compromis. Il était considéré comme l'un des « collaborateurs féodaux et agents de l'État colonial », et pris pour cible militaire du

¹ *Apocular* signifie littéralement les « partisans d'Apo », en référence au diminutif du leader fondateur et idéologue du PKK, Abdullah Öcalan. Le groupe s'est appelé *Kürdistan Devrimcileri* (révolutionnaires du Kurdistan) jusqu'à la déclaration officielle du PKK.

mouvement de libération du Kurdistan (PKK, 1993 [1978], p. 96). Malgré l'échec de l'action contre Bucak, les confrontations armées entre les pouvoirs tribaux et les militants du PKK ont contribué à la renommée du PKK au sein de la paysannerie kurde. Néanmoins, l'action armée qui a eu l'impact le plus significatif sur la population et l'État turc a été l'attaque contre les forces militaires turques du 15 août 1984 à Eruh - Shemdinli. Cette action a été menée par les forces armées du PKK de l'époque : le HRK (*Hêzên Rizgarîya Kurdistan* - Forces de libération du Kurdistan)¹. Depuis lors, le conflit a fait plus de 30 000 victimes.

De sa fondation à nos jours, le PKK a fédéré plusieurs milliers de militants. Le parti a été placé sur la liste des organisations terroristes par le Canada et les États-Unis en 1997, puis par l'Union européenne depuis janvier 2009². Au cours de ces 40 années d'existence, les dizaines de milliers de militants qui ont rejoint le groupe l'ont fait dans des contextes distincts et pour des motivations différentes. Jusqu'à présent, peu de travaux ont été réalisés sur les combattants kurdes à un plan microsociologique. Lorsqu'ils l'ont été, ils ont été soit le fait de journalistes (Marcus, 2007), soit ils se sont appuyés sur des témoignages de militants ayant quitté la guérilla (Grojean et Sümbül, 2012) – ce qui introduit un biais dans l'abord des pratiques de l'organisation clandestine – soit sur les récits de militantes internationalistes allemandes et italiennes (Flach, 2007, 2003 ; Solina, 1997). La littérature scientifique exploite le plus souvent des sources secondaires ou des entretiens réalisés en Europe auprès de membres qui ont quitté l'organisation. Dans certains cas, les entretiens n'ont pas été menés selon une méthodologie rationalisée et systématisée, ce qui rend les conclusions des travaux publiés discutables, y compris pour les plus récents (Orhan, 2015). La méthodologie compréhensive que nous souhaitons mettre en œuvre et que nous avons éprouvée sur d'autres terrains n'a été convoquée, dans le cas kurde, qu'à partir d'une perspective spatiale, de type géographique (Gambetti et Jongerden, 2015), plutôt que pour aborder les interactions de la guérilla avec l'État turc.

Notre étude, fondée sur une enquête de sociologie qualitative exploitant des données primaires, propose une approche des trajectoires militantes n'ayant pas pour objectif un traitement quantitatif de données sociodémographiques. Elle contribue à l'identification de « micro-cohortes » (Whittier, 1997), nées entre les années 1950 et les années 1990 et ayant participé à un même mouvement protestataire. À partir des données biographiques recueillies,

¹ Pour l'annonce du HRK concernant l'offensive du 15 août 1984, voir le mensuel officiel du PKK, *Serxwebûn*, août 1984, n° 32, p. 2.

² <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:023:0025:0029:FR:PDF>

la recherche autorise la mise au jour des mécanismes complexes contribuant à l'engagement clandestin ainsi que des motivations présidant à cette incorporation. Les événements historiques de niveau macrosocial (tels le coup d'État du 12 septembre 1980 ou l'arrestation d'Öcalan en 1999) ne peuvent être considérés comme seuls déclencheurs d'un passage à l'acte militant mais qu'ils doivent être analysés de manière conjointe aux trajectoires des participants et en relation à d'autres événements antécédents (voir Pagis, 2014). Il s'agira ainsi d'appréhender et de resituer l'événement macrosocial comme moment de « conjoncture fluide » qui ouvre et redéfinit l'espace des possibles pour ses participants, en relation avec leur âge, leur origine sociale, les transmissions familiales et leur environnement de vie.

Notre propos consistera donc à élucider, à partir des trajectoires de vie et à un niveau microsociologique, les motivations de militants qui se sont engagés dans un conflit de plusieurs décennies et qui n'a pas encore trouvé d'issue. Par quelles propriétés spécifiques et évolutives se distinguent leurs représentations, qu'elles concernent l'environnement sociopolitique ou la nature de leur engagement ? Quels facteurs font évoluer ces propriétés représentationnelles ? Les acteurs sont-ils tributaires d'un environnement familial et d'une « éducation continue » à la cause patriote ? Ce facteur est-il constant à travers les générations ? Le motif de la lutte pour la reconnaissance d'une identité mise en péril est-il pérenne ? Si certains des mécanismes de l'engagement clandestin se retrouvent dans l'ensemble des trajectoires politiques des militants rencontrés, des nuances se dessinent qu'elles concernent les motivations individuelles, les processus de recrutement, les réseaux mobilisés par ce dernier, la progressivité de l'intégration clandestine, le rapport à la répression et au contexte sociopolitique, le sens que l'engagement a à leurs yeux.

Le présent article mettra ainsi en évidence l'utilité de l'analyse microsociologique pour saisir la complexité des parcours d'engagement clandestin au sein du PKK. Il soulignera les interactions complexes des facteurs intervenant dans ces trajectoires aux niveaux macro, méso et microsociologiques. Il complétera le recueil des données primaires relatives aux militants illégaux impliqués dans cette lutte. La méthodologie qualitative contribue à dégager, sur le plan subjectif, les motivations et les mobiles des acteurs et, sur le plan cognitif, le rapport à la violence dans l'élaboration individuelle des représentations du conflit au sein de cet espace géographique. Elle complétera les recherches sur l'activisme armé dans la lutte kurde dont les travaux anciens sont soit anciens soit lacunaires.

Méthodologie

Notre analyse repose sur une enquête réalisée entre mars 2016 et mars 2017¹. Nous avons interrogé 64 militants appartenant ou ayant appartenu au PKK. Nous n'avons rencontré que des militants originaires de Turquie. Nous avons privilégié ce choix méthodologique afin d'avoir un groupe de répondants issus du même contexte macrosocial et historique. Les personnes ont été contactées soit directement, en particulier celles qui avaient quitté le parti, soit par la méthode « boule de neige » (Laperrière, 1997)². Les enquêtés sont nés entre 1955 et 1991. Les entretiens ont été enregistrés et entièrement transcrits et traduits. Ils ont duré entre 42 minutes et plus de 3 heures, pour une moyenne de 76 minutes par entretien. Ils ont tous été menés en face-à-face, en turc ou en kurde (Kurmanji). La collecte de données primaires a été complétée par une étude systématique des documents écrits publiés par le PKK.

La collecte de données primaires et l'utilisation des archives ont été combinées avec une étude des sources contemporaines, la consultation de documents gouvernementaux et non gouvernementaux et de toute source sur le sujet en anglais, français et turc. La triangulation de documents provenant de plusieurs sources a permis de contextualiser les propos des enquêtés sur le rôle de la famille, des réseaux, des amis, etc. et les événements transformateurs qu'ils ont vécus dans leur trajectoire. Elle permet également de mettre en perspective leur discours en considérant leur place et leurs fonctions dans le groupe clandestin³. Enfin, en comparant les trajectoires biographiques et les autobiographies, il est possible d'identifier des dimensions de la mémoire collective communes à certains groupes de répondants. Cependant, chaque entretien et chaque autobiographie reflètent la manière dont les répondants et les acteurs veulent être compris et se présenter.

¹ Elle a été réalisée par une équipe de recherche, composée de chercheur.e.s français, kurdes et turcs.

² Bien que nous ayons essayé de garder à l'esprit une distribution équilibrée en termes d'âge, de sexe et d'origine géographique, en raison des caractéristiques et des défis spécifiques du terrain, il est presque impossible de sélectionner les répondants par âge et par sexe, car les opportunités de contact sont aléatoires (Grojean, 2010).

³ Un travail ethnographique serait nécessaire pour expliquer les relations entre les « chemins vers le militantisme » que nous avons mis en évidence, le rôle des militants dans les groupes, leur niveau d'engagement au sein des groupes et leurs carrières ultérieures. Cela serait utile pour corriger le biais rétrospectif de certains documents biographiques (Smilde, 2005).

2. Trois cohortes de militants

L'étude des générations de militants que nous proposons repose sur une analyse de leurs parcours de vie à partir d'une lecture microsociologique, en proposant un pas de côté eu égard à l'histoire événementielle (niveau macrosocial). Il s'agit pour nous de mettre en évidence ce qui fait sens, de façon différenciée dans l'engagement militant, au sein de chacune des micro-cohortes engagées au PKK. Nous distinguerons, à partir des récits de soi recueillis et des lectures rétrospectives de leurs trajectoires par les acteurs, les facteurs ayant subjectivement pesé sur les étapes des parcours d'engagement mais également la variété de ces derniers. Nous esquisserons donc la variabilité des trajectoires militantes et des chemins qui conduisent vers l'activisme clandestin à partir de ces « récits de soi » (Alonso, 2016 ; Bourdieu, 1986). Ces derniers offrent une matière permettant de prendre ses distances avec une explication monocausale qui irait en particulier exclusivement du contexte (niveau macro) vers les parcours individuels (niveau micro). Dans cette démarche, nous nous inspirons de la littérature ayant mis en évidence les aspects processuels de l'engagement (Fillieule, 2001 ; Moghaddam, 2005 ; Horgan, 2008) et son caractère multidimensionnel (Weinstein, 2007 ; White, 2010 ; Bosi, 2012). L'analyse de ces trajectoires autorise une lecture fine de la complexité de l'intégration dans un groupe clandestin. Elle contribue à mettre en évidence la multiplicité des mécanismes y intervenant, dans une perspective dynamique et interactive. Si certains de ces mécanismes se retrouvent dans l'ensemble des trajectoires d'engagement, des nuances se dessinent qu'elles concernent les motivations individuelles, les processus de recrutement, les réseaux mobilisés par ce dernier, la progressivité de l'intégration clandestine, le rapport à la répression et au contexte socio-politique.

Parmi les acteurs rencontrés, se dessinent plusieurs générations de militants ainsi que différentes trajectoires d'engagement¹. L'environnement socio-politique contraint l'évolution organisationnelle et façonne les attentes individuelles (Fillieule, 2012, p. 53). Ces éléments sont particulièrement visibles dans une perspective diachronique, lorsque l'on considère les différences observables entre cohortes d'activistes². Ils concernent par exemple l'état de

¹ Les éléments d'analyse ici proposés sont tirés de l'exploitation de l'enquête menée par nos soins. Ils demanderaient à être consolidés à partir de données statistiques portant sur un échantillon plus large des organisations clandestines concernées.

² Nous distinguons la cohorte de la génération en ce que cette dernière désigne, au sens démographique, les personnes nées une même année ou un même groupe d'années alors que la cohorte

l'offre d'engagement, la nature de l'intervention étatique (ou son absence), y compris sous forme répressive, et l'image publique de la cause défendue. Nous distinguerons, d'une part, les militants ayant rejoint le PKK au cours de ses premières années d'existence, c'est-à-dire entre les années 1970 et la fin des années 1980 (C 1). Nous isolerons, d'autre part, ceux entrés dans l'organisation au cours des années 1990, à une période d'intensification du conflit entre l'État turc et les mouvements de revendications kurdes (C 2). La cohorte 3 (C 3) correspond à l'engagement dans les années 2000, en somme après l'arrestation d'Öcalan le 15 février 1999 et à une époque où l'idée de lutter pour un État kurde disparaît au profit d'une confédération, ce nouveau paradigme idéologique ayant suscité une démobilisation de la part de certains membres du groupe clandestin.

La distinction de ces cohortes ne renvoie pas seulement à une périodisation historique des interactions entre l'État turc et le mouvement kurde. Elle se trouve également confirmée par l'analyse des réponses à trois des questions proposées aux acteurs lors de l'enquête : « Comment s'est passée votre entrée dans l'organisation/le mouvement, grâce à une personne en particulier ? Dans quel contexte ? », « Quelle signification avait pour vous l'engagement ? », « Y a-t-il des événements qui ont eu, pour vous, un rôle décisif ? »¹. Les données primaires que nous avons collectées ainsi que les trajectoires de vie étudiées permettent de montrer que les générations de militants se distinguent principalement à partir de variables que sont le contexte socio-politique et structurel dans lequel leur action s'inscrit, le projet politique auquel ils aspirent et leurs modalités d'intégration au sein du PKK. Pour l'évoquer en deux mots et de manière préliminaire, la première cohorte (C 1) semble plutôt issue de milieux universitaires, d'étudiants baignés de marxisme-léninisme voire de socialisme révolutionnaire, évoluant dans un environnement urbanisé. Nombre d'entre eux, hommes et femmes confondus, sont alévis. Alors que les membres de la C 1 sont peu nombreux, la deuxième génération de militants (C 2) coïncide avec ce qu'il est commun de nommer la « massification du PKK ». Elle fait converger des militants – en particulier des militantes – souvent très jeunes, issus cette fois de milieux ruraux. Ces individus rejoignent le

fait référence, au sens sociologique, une participation aux mêmes événements et aux mêmes expériences dans les années de formation, celle-ci intervenant dans un « même cadre de vie historico-culturel » (Cartier et Spire, 2011). Ainsi les individus d'une même cohorte ont connu une certaine étape de la vie au même moment.

¹ Auxquelles s'ajoute : « Avez-vous eu à faire à la police et aux militaires ? Dans quelles circonstances ? ».

PKK par réaction à la suite des vagues de répression massive du début des années 1990 dans le sud-est de la Turquie. La dernière cohorte de militants (C 3), qui se distingue au sein de notre enquête, émerge après l'arrestation d'Öcalan en 1999. L'engagement se présente alors moins comme une réaction à la répression d'État directement exercée contre les Kurdes que comme une réaction à cette arrestation et comme un engagement, non plus en faveur d'un Kurdistan indépendant, mais pour un projet politique d'autonomie qui ne bénéficierait pas aux seuls Kurdes mais à nombre de minorités du Moyen-Orient ainsi, plus généralement, qu'aux femmes. Il est commun que les acteurs de cette cohorte soient issus de grands centres urbanisés, aient entamé des études universitaires tout en demeurant imprégnés d'une histoire familiale souvent marquée par la répression. La confrontation à des phénomènes de discrimination de la part de l'État turc et de ses structures est une constante de l'expérience des militants kurdes, quelle que soit l'époque de leur engagement politique illégal. Nous précisons les caractéristiques de ces trois générations de militants dans les pages qui suivent. Ces trajectoires représentent toutefois des idéaux-types qui n'excluent pas que les militants de la C 1 aient aussi rencontré des facteurs ayant plus particulièrement marqué la C 2 ou qu'au sein d'une même génération les facteurs prédominants mentionnés aient pesé différemment sur chacun des activistes la composant.

Ce sont donc à la fois les événements historiques qui se déroulent en Turquie mais également les phénomènes de niveaux méso et microsocial qui permettront de cerner les contours des cohortes de militants engagés au PKK des origines du groupe à nos jours. Dans ce qui suit, nous esquisserons les cadres de vie historico-sociaux permettant qu'une situation définie par la naissance dans le temps chronologique devienne une configuration sociologiquement pertinente (Ryder, 1965, p. 845-846). Nous délaisserons la définition démographique de la notion de génération, souvent fondée sur des variables statistiques ou des événements identifiés de façon extrinsèque comme cruciaux pour considérer des « générations sociales » (Mentré, 1920), c'est-à-dire la participation aux mêmes événements et aux mêmes expériences dans les années de formation, au sein d'un « même cadre de vie historico-social ». Nous verrons ainsi comment les agents s'approprient les événements et les changements structurels, réagissent à des événements propres à l'histoire de leur groupe ou de leur communauté, et comment, dans ce cadre de vie historico-social, s'opèrent les modalités de leur intégration dans le groupe clandestin. Les contours de chaque cohorte seront donc moins définis par leur année de naissance et leur implication dans un événement « historique » ou « politique » que par leurs *conditions d'entrée et de formation au sein de*

l'organisation clandestine, fonctionnant comme une instance de socialisation. Autant la génération démographique est donnée d'avance par la date de naissance, autant la génération sociologique, ici nommée cohorte, est le résultat d'investigations empiriques reconstituant les moments et les contenus des expériences socialisatrices des acteurs. Ces cohortes partagent ainsi des propriétés sociales spécifiques et des expériences socialisatrices communes.

La littérature existante a proposé de distinguer quatre cohortes d'adhésion, correspondant à l'histoire du PKK (Dorronsoro et Grojean, 2009). La première cohorte serait celle des fondateurs (1974-1978) suivie par celle des débuts du mouvement (1979-1990). Cette dernière se divise en deux catégories : d'une part, les premiers militants clandestins, souvent emprisonnés (1979-1984), puis d'autre part les premiers guérilleros (1985-1990). La troisième cohorte serait celle de l'élargissement du mouvement (1991-1998) et la quatrième correspondrait à ceux qui se sont engagés après l'arrêt de la lutte armée. Ces distinctions coïncident avec des générations démographiques et la périodisation historique du parti (niveau méso). Notre propos sera de relire cette partition à partir d'une enquête empirique fondée sur des données primaires et attentive au niveau microsociologique. L'enquête que nous avons menée permet de nuancer les contours démographiques proposés par Dorronsoro et Grojean (2009) pour esquisser des générations sociologiques ou cohortes dont les éléments déterminants sont une convergence, à chaque fois originale, des niveaux micro, méso et macrosociologiques.

2.1 COHORTE 1 : FONDATEURS ET PIONNIERS

Les expériences socialisatrices communes de la première cohorte se situent dans la période postérieure au coup d'État du 12 mars 1971. Elles sont, pour les futurs membres du PKK, marquées par le travail politique conjoint avec les organisations révolutionnaires turques. Ces militants sont à la fois impliqués dans la « lutte antifasciste » (voir Léonard) et marqués par l'influence du socialisme-révolutionnaire de la gauche en Turquie. Parmi ces organisations, existe un double mouvement de coopération et de rivalité notamment marqué par des conflits avec le DDKD (*Devrimci Demokratik Kültür Dernekleri*¹) (voir Léonard, Ferhat, Efsa) aussi bien que par des tensions idéologiques sur la « question kurde » entre les organisations de gauche et les militants kurdes éprouvant des velléités naissantes à promouvoir, de façon

¹ Associations culturelles démocratiques révolutionnaires.

privilegiée, le thème du nationalisme (Efsa). Ces velléités font écho à un contexte de révolutions internationales (voir Ferhat) caractérisé aussi bien par le mouvement de 68 (Alexandre) que par l'expansion des groupes de libération palestiniens avec lesquels les mouvements kurdes commencent à tisser des liens (voir Léonard, Ferhat). En somme, l'expérience militante de ces acteurs se cristallise dans un contexte d'ébullition politique vécu au plan national et international comme révolutionnaire.

Cependant l'expérience militante tout comme le « cadre de vie historico-culturel » sont fortement marqués par les purges qui frappent la gauche révolutionnaire turque. Dans ce contexte, le fait qu'après le coup d'État le PKK reste l'unique organisation contestataire sur le marché de la protestation (Daniel, Alexandre, Efsa et autres) a pour effet d'attirer à lui les militants dont les structures organisationnelles ont subi la répression. S'opère alors une convergence entre les niveaux micro- (marqué par la disponibilité individuelle), méso- (l'existence du PKK) et macro (l'évolution de la conscience identitaire kurde et la situation de forclusion sociopolitique pour les Kurdes de Turquie). C'est à cette époque que naît la thèse du Kurdistan comme colonie (internationale), ainsi que l'idée d'organiser la lutte au Kurdistan séparément de celle menée en Turquie.

S'il n'a pas été possible de rencontrer des fondateurs à strictement parler du PKK, nous avons néanmoins pu nous entretenir avec des individus qui ont rejoint le groupe durant la seconde moitié des années 1970 et qui figurent parmi les pionniers de l'organisation. Pour cette première cohorte, comme ce fut le cas pour la génération des fondateurs, l'introduction dans le groupe tient à la rencontre avec des membres éminents de ce dernier. Tel est le cas de Ferhat qui relate une discussion avec Mazlum Doğan¹ :

« Cette personne dont j'ai parlé, Ahmet, était [en fait] Mazlum Doğan, on l'a découvert plus tard. J'y suis allé, je me suis assis et j'ai dit : "J'ai des questions, c'est pour ça que je suis là." Eh bien, je lui ai posé les questions, il m'a parlé presque jusqu'au petit matin, il ne m'a pas laissé dormir. Par exemple, je me souviens qu'à l'époque, j'ai dit : "Comme je l'ai entendu, vous mettez ensemble l'évolution et la révolution. Parallèlement à cela, si nous avons 500 cadres, des militants, nous irions à la montagne, non ?" Et aussi : "D'après ce que j'ai entendu, vous êtes contre le capitalisme, vous êtes contre les moyens de production, vous êtes à la fois contre les moyens et les relations de production..." Puis après... je ne me souviens pas exactement, mais j'ai posé 4-5 questions similaires. Sur le fondement de ces questions, il a fait de son mieux pour me convaincre. Vous savez comment il a attiré notre attention, en fait ? Par exemple, sa façon de se

¹ Mazlum Doğan, avec d'autres (Abdullah Öcalan, Haki Karer, Baki Karer, Fehmi Yilmaz, Ali Haydar Kaytan, Ibrahim Aydin, et plus tard Cemil Bayık, Duran Kalkan, Mehmet Hayri Durmuş), appartenaient aux Révolutionnaires du Kurdistan.

tenir là dans l'association, son discours, sa conscience qui pouvait donner une réponse à n'importe quoi et la confiance en soi qu'ils possédaient ; son absence d'inquiétude et d'hésitation nous a inévitablement touchés. Enfin, personnellement, cela m'a marqué. »

Les « modalités d'engagement » sont pour cette cohorte l'exact miroir des « événements décisifs » marquant les trajectoires individuelles d'engagement. La rencontre d'individus centraux dans la création du PKK, comme Kemal Pir pour Léonard¹ ou de Mazlum Doğan pour Ferhat, constituent des tournants (*turning points*) et des épreuves, c'est-à-dire des séquences de crise propices à ces opérations de redéfinition de l'identité (Hugues, 1996, p. 59-136), dans les trajectoires d'engagement au même titre que l'expérience de la violence institutionnelle ou intercommunautaire, s'incarnant aussi bien dans les raids punitifs au sein des villages kurdes et alévis, ou bien dans le massacre de Maraş, qui a visé des Alévis ainsi que des militants progressistes et révolutionnaires à Kahramanmaraş entre le 19 décembre et le 26 décembre 1978. Cet événement a fait plus de 100 morts.

La rencontre d'individus phares joue un rôle décisif notamment parce que cette première « génération sociale », qui emboîte le pas des fondateurs, s'inscrit dans une démarche de « recherche d'identité ». Celle-ci permet de comprendre le « travail identitaire » comme démarche processuelle de mise en cohérence entre ce que l'individu doit être socialement (identité sociale) et ce qu'il est intimement (identité personnelle). L'adaptation des individus aux collectifs et les remaniements qu'elle implique sont décrits par D. A. Snow et D. McAdam (2000) à partir d'un travail identitaire dont l'une des formes coïncide avec la « recherche d'identité ». Celle-ci intervient lorsque les individus cherchent à s'engager dans des mouvements dont l'identité collective est congruente avec leur identité sociale, comme c'est le cas dans certains mouvements religieux ainsi que dans des mobilisations où la question ethnique est centrale. Or jusque dans les années 1970, l'identification à l'identité kurde est loin d'être toujours partagée ou assumée par les membres de la communauté. Si la langue est parlée dans les familles, l'identité n'est aucunement revendiquée dans un État où l'assimilation est la règle.

Au cours des années 1970, processus micro et macro se font écho, dans les trajectoires militantes des acteurs rencontrés, en ce sens que les démarches individuelles reflètent sur le

¹ « Le martyr du camarade Haki a été décisif pour moi. Son martyr a affecté tous les camarades dans l'histoire du Kurdistan, ça m'a aussi affecté, c'est une grande perte. L'année où je suis resté avec le camarade Kemal Pir a aussi été décisive. J'étais là personnellement lors du massacre de Maraş, nous avons combattu pendant 4 jours, 4 nuits, ça m'a énormément impacté. » (Léonard)

plan microsociologique l'émergence sociale de la question kurde dans la Turquie de l'époque. Y compris pour les Kurdes proches de la gauche révolutionnaire turque, l'enjeu était de développer un programme dans lequel la politique révolutionnaire en Turquie et au Kurdistan pourrait être rétablie, au-delà des lignes nationalistes, tout en reconnaissant la « question nationale » car comme le souligne Alexandre : « À l'époque en Turquie, il y avait une sympathie générale envers la gauche. Bien sûr, cette sympathie était axée sur le socialisme-révolutionnaire de la gauche en Turquie. Nous n'avions encore rien sur le problème kurde. »¹

La convergence de la « recherche identitaire » sur les plan micro, méso et macro est perceptible dans les récits rétrospectifs des plus anciens militants de notre enquête. Leonard qui fut pionnier dans la constitution du PKK retrace précisément cette recherche d'identité multidimensionnelle qui se cristallise dans la formation de l'organisation clandestine. Il se décrit comme étant, au début des années 1970, dans une quête. Durant ces années, des groupes comme le DDKD ou le KUK² parcourent les villages pour convaincre de jeunes recrues de rejoindre leurs rangs en usant également de rétributions matérielles (cigarettes, repas). Pourtant c'est avec le PKK que la convergence identitaire s'opère, autour de l'identification et de la défense identitaires kurdes, comme ses propos en témoignent :

« Pourquoi ai-je décidé de lutter, pourquoi me suis-je engagé ? Eh bien, à cette époque, en tant que *jeune*, en tant que personne en quête de quelque chose, en tant que personne en quête [d'une solution aux] problèmes sociaux, je veux dire, en tant que jeune au sein de la jeunesse existante, j'ai aussi décidé de m'impliquer dans la lutte, de rejoindre la solution au problème kurde, pour y contribuer. Cependant, permettez-moi de dire ceci : *nous n'étions pas si conscients, concernant l'évolution de la lutte*, des phases par lesquelles elle passerait, de ce que nous ferions. Nous pouvons l'affirmer : il serait peut-être correct de dire que le côté sentimental était plus dominant que la conscience. Cependant, ce n'était pas seulement sentimental, nous avons rejoint [le PKK] parce que c'était le mouvement dans lequel nous avons trouvé une réponse à certaines recherches dans lesquelles nous étions impliqués. C'est-à-dire que lorsque les deux se sont réunis, cela a préparé le terrain pour notre participation. »

Les récits rétrospectifs des enquêtés permettent de saisir, au niveau micro, une évolution conjoncturelle macrosociale qui se cristallise sur le plan méso-social avec la formation du PKK. Dans les deux cas, il est question d'une logique comparable de « recherche d'identité ».

¹ Lors de son quatrième congrès national, le Parti travailliste de Turquie (TIP) a adopté une résolution affirmant qu'« il existe un peuple kurde à l'est de la Turquie » (Yavuz, 2001, p. 9). Dans le programme du TIP de 1965, la « question de l'Est » est présentée comme un problème de sous-développement (1965, p. 110).

² *Kurdistan Ulusal Kurtuluşçuları*, Libérateurs Nationaux du Kurdistan.

Ayant déjà connu un parcours politique antérieur dans des organisations révolutionnaires de la gauche turque, c'est à un âge beaucoup plus tardif que les générations ultérieures que les acteurs de cette cohorte « entrent » dans le PKK (Alexandre, Léonard, Daniel), c'est-à-dire vers 21-23 ans, et, plus exactement, participent à sa formation. Sur le plan sociodémographique, on retrouve dans cette « génération sociale » une forte présence de la minorité alévie¹. Celle-là s'explique du fait que les Kurdes alévis ont subi une répression due à leur double identité. Ainsi ils ont joué un rôle décisif dans le mouvement de gauche de la Turquie dans les années 1970.

Les événements qui ont marqué, de façon décisive, les trajectoires d'engagement politique de ces militants, relèvent tous de la violence institutionnelle de niveau macrosocial. Leur « cadre de vie historico-culturel » est celui des raids punitifs dans les villages où l'humiliation constitue une arme de guerre constamment mobilisée par les militaires de l'armée turque². Les scènes dont enfants – futurs militants – sont témoins forgent une conscience de résistance dont le motif principal est : « “Nous ne serons pas comme nos pères” ; c'est-à-dire qu'elles nous ont amenés au raisonnement qu'un soldat ou un policier turc ne peut pas venir nous insulter, nous frapper et nous torturer de la sorte. Puis, nous avons dû nous défendre. » (Daniel) L'arbitraire de la violence institutionnelle cristallise la perception du clivage entre « eux » (l'armée et le pouvoir turcs) et « nous », les villageois et minorités soumis à ces violences. Daniel raconte encore comment il a vu l'armée turque jeter un jeune homme du TKP/ML³ dans le feu et l'immoler. Il affirme rétrospectivement que « les circonstances et les événements qui ont poussé de nombreux jeunes à s'engager étaient très déterminants ». Les rencontres interpersonnelles ne sont donc pas seules à avoir pesé sur les trajectoires d'engagement. Le contexte macrosocial de violence arbitraire institutionnelle contre les

¹ Cette place des Alévis à l'origine du parti a souvent échappé à la littérature, notamment francophone.

² Daniel, un Kurde alévi de Dersim, raconte ces scènes : « Quand j'étais beaucoup plus jeune, l'armée venait dans les villages. Nous étions un village de 100 foyers. Ils avaient l'habitude de rassembler les villageois, s'il y avait un clandestin dans le village ou bien à cause d'un réfractaire ou d'une bagarre entre villageois, ils pouvaient rassembler tous les villageois et les punir en les frappant publiquement. [...] Les soldats pouvaient frapper tous les hommes du village devant les femmes et les enfants ; ils pouvaient les emmener et les emprisonner. Les gens étaient enfermés pendant des jours. Cela nous faisait à la fois peur et nous obligeait à réfléchir à comment prendre des précautions pour ne pas finir dans la situation de nos pères. »

³ *Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist*, Parti communiste de Turquie/Marxiste-Léniniste.

minorités a également eu un poids décisif sur les parcours d'engagement, tels qu'ils se trouvent élaborés *a posteriori*. Au sein de la génération sociale des fondateurs et des pionniers, les opérations de mise en sens et en perspective confèrent donc à des événements de niveau micro et méso-sociaux le rôle de phénomènes déclencheurs (*trigger events*).

Encadré 1 : Le parcours de Leonard condense ces dimensions. Il est caractéristique des trajectoires de cette première cohorte. Né en 1955 au sein d'une famille alévie, Leonard rejoint le groupe des Apocular en 1976. Son entourage familial proche soutient le CHP (Parti républicain du peuple). Il vit à Maraş où il partage une chambre, en 1977 avec Kemal Pir, membre fondateur du PKK. Il se souvient de ces années comme une « période de lutte idéologique ». Il assiste à une formation proposée par Haki Karer, autre membre fondateur du PKK, sur le Kurdistan. Comme il le souligne, « c'est par leur intermédiaire qu'il a découvert la voie (*yolu* – N.d.T : la voie révolutionnaire) ». Puis, à son tour, il participe à un processus de mobilisation par la propagande qui, à l'époque, consiste dans des réunions organisées dans des maisons privées par les Apocular. Son intégration au PKK tient à sa volonté de lutter contre l'assimilation « blanche » et « rouge » (meurtrière) imposée aux Kurdes et aux Alévis. En 1979, il participe au troisième groupe ou « génération » du PKK qui quitte la Turquie pour rejoindre Öcalan et Kemal Pir au Liban. Il y reçoit une formation militaire, côtoie les Palestiniens du FLP et cohabite avec Öcalan. Ultérieurement, il vit le massacre de Maraş, qu'il décrit comme un « coup d'État civil fasciste ». Il considère que son engagement est la seule façon dont il pouvait avoir une « vie honorable ». Témoin de la violence d'État, il estime ne pas l'avoir subie directement. Pourtant le martyr de certains de ses camarades, tels Haki Karer, constitue pour lui un « événement décisif ». Il considère que sans lutte armée, le Kurdistan aurait été assimilé. Dans cette logique, il réinterprète la violence politique illégale comme la nécessité pour la communauté de se saisir de mécanismes d'auto-défense. En août 2016, il a 61 ans et vit toujours au sein de la guérilla qu'il a rejointe depuis plus de quarante ans. Il se consacre à la rédaction de romans, dont les thématiques renvoient à des moments clefs de son parcours. L'un est un roman de mémoires de Sabrik Ok, du martyr Aziz Bilgiç et de lui-même, pendant le coup d'État de 1980. Un autre évoque le génocide de Maraş, la vie communale et les coopératives. Un troisième retrace la capture de l'*Önderlik* et un dernier

l'histoire d'une petite fille qui veut devenir un guérillero comme Berîtan¹. S'y ajoute un livre de recherche et d'analyse sur Zoroastre (*Zerdüşt*).

2.2 COHORTE 2 : LA « MASSIFICATION DU PKK »

Le « cadre de vie historico-culturel » de la deuxième cohorte est également marqué par une forte répression. Celle-ci est toutefois d'une nature distincte de celle dont a souffert la C 1. Elle présente désormais un volet politique assumé. Le coup d'État militaire du 12 septembre 1980 donne lieu à la dissolution et à l'élimination des partis et mouvements politiques contestataires. Alors que la C 1 a vécu l'émergence du PKK comme organisation clandestine, la socialisation politique de la C 2 advient à une période où le parti a déjà mené ses premières attaques contre les forces de sécurité de l'État turc. Le PKK a déclaré ouvertement la guerre à ce dernier le 15 août 1984 en ciblant des postes militaires dans les villes d'Eruh et de Semdinli. À la suite de cette attaque, l'État turc organise la riposte dans les zones kurdes et déploie une forme de répression qui n'est plus de l'ordre de la discrimination ou de l'arbitraire de formes de violence localisées sur la population, comme en a connues la C 1. Il s'agit cette fois d'une répression systématisée passant d'abord par l'instauration des « gardiens de village » (*korucu*) et l'installation de postes de police nationale (voir Yasmin, Vickie). Ainsi 16 000 « gardiens de villages » ont été recruté à la fin 1989 et près du double en 1993 (Kutschera, 1994, p. 13)².

L'engagement de la C 2, qui devient effectif dans les années 1990, se réalise sur fond de violence institutionnelle localisée sur la zone sud-est de la Turquie. Cet espace géographique connaît « une guerre grave au Kurdistan, avec beaucoup de dévastations et de soulèvements populaires (*serhildanlar*) » (Umberto, Marco) durant cette décennie. L'intensification du conflit avec l'État turc dans les zones à majorité kurde, que relatent certains enquêtés

¹ Elle est un symbole de la résistance du PKK. Le 25 octobre 1992, elle se jette d'une falaise plutôt que de se rendre à l'armée turque.

² Le système des gardes villageois en tant que structure à long terme constitue un sujet de recherche sociologique à multiples facettes, qui dépasse largement les limites de cette étude. Pour une étude qualitative de terrain complète sur l'émergence et le développement des gardes de village, réalisée par l'Institut de recherches politiques et sociales de Diyarbakır, voir Özar *et al.*, 2013.

(Vickie¹, Marco), fait écho à une mémoire collective de la répression entretenue autour des massacres survenus après les émeutes d'Ağrı (1926), de Dersim² ou de Zilan³. La violence institutionnelle s'affiche, au cours des années 1990, dans la répression de toutes les formes de revendications et des manifestations par la police (voir Hector). Elle sort du seul cadre de l'école (Saidi, Sofiana) pour s'imposer dans l'espace public (Axel), marquer les populations et constituer un signal fort à destination de la minorité kurde exprimant ses revendications ou protestant contre la violence sociale⁴.

Elle s'initie le 14 mars 1990 à Nusaybin par la répression d'un hommage à un combattant du PKK tué. L'année 1990 représente un tournant décisif dans la rupture entre l'État turc et le sud-est kurde. Depuis le début du printemps 1990, un nombre croissant de Kurdes descendent dans la rue pour soutenir le PKK et protester contre la présence de l'État turc et ses politiques. La région de Mardin-Gercüş connaît une mobilisation intense (voir Sofiana). Des protestations localisées s'organisent dans le triangle de la révolte de Sheikh Said (1925), entre Genc, Palu et Bingöl (voir Vickie). Des manifestations de masse ainsi que des grèves et des troubles secouent les villes frontalières de Nusaybin et de Cizre. Ces soulèvements (*serhildans*) s'inscrivent dans une logique d'action-répression-action, comme le reconnaît également le principal commandant du PKK, Karayilan (alias *Cemal*).

En dépit de la répression frappant ces mobilisations dans le sud-est de la Turquie, la contestation kurde s'organise au-delà des frontières turques avec des partis politiques et des mouvements kurdes comme le *Komala* (Comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien) en Iran et le *Yekiti* (Parti démocratique des Kurdes de Syrie), dont le souvenir est rappelé par les enquêtes (voir Yasmin). Face à la réponse brutale de l'État turc devant « l'*intifada* kurde », la

¹ Vickie : « Les années 90 ont été une période où la bataille du PKK s'est intensifiée. C'était une période où la bataille contre l'Etat s'est intensifiée. [...] Dans la lutte, vous êtes conscient de cela : votre objectif principal est... Il y a la réalité des personnes et ces personnes sont soumises à la persécution. »

² De mars 1937 à septembre 1938, une campagne militaire, qualifiée de mission civilisatrice kémaliste, s'est déployée dans certaines parties de la province de Dersim (Tunceli), et a entraîné la mort de plusieurs milliers de Kurdes de confession alévie.

³ Il s'agit du massacre de milliers de Kurdes habitant la vallée de Zilan par l'armée turque les 12 et 13 juillet 1930 à l'occasion des derniers soubresauts de la révolte de l'Ararat.

⁴ Hector se souvient de la façon dont les manifestations alévies du 14 juillet 1993 qui ont suivi l'incendie criminel du 2 juillet de l'hôtel Madımak, où logeaient les artistes participant au Festival *Pir Sultan Abdal* et au cours duquel sont tuées 37 personnes, sont réprimées.

population kurde et les militants de cette cohorte éprouvent un sentiment de mise en danger de la communauté (Saidi, Vassili). Interrogé sur l'époque à laquelle il rejoint le mouvement, Saidi déclare :

« Si une personne regarde d'un point de vue sociologique et scientifique, on peut voir que l'invasion de notre patrie n'était pas seulement une invasion économique, mais aussi que notre communauté était une cible dans tous les sens du terme. L'invasion qui a été menée contre notre patrie est très différente de celle d'autres pays. Parce que l'invasion du Kurdistan a fait de l'existence de la communauté, dans tous les sens du terme, une cible. Pour que cette communauté ne se sente plus jamais comme une communauté, comme une société, comme une nation qui dit : "Je suis kurde", toutes les parties de la communauté ont été ciblées de façon planifiée. Chaque composante a été ciblée dans le cadre d'un plan. »

En dépit de ce contexte répressif et de contrôle étatique de la contestation, celle-ci tente de s'organiser. Elle rallie un nombre plus important de soutiens. Les enquêtés se souviennent des réunions d'opposition et des manifestations auxquelles ils accompagnent leurs parents (Axel, Hector). La socialisation politique des futurs membres du PKK s'opère encore dans la proximité de la gauche turque (Axel, Hector, Béatrice, Nadir), dans un contexte où les organisations socialistes et de gauche connaissent un certain succès (Vickie). Dans ce cadre, le PKK constitue une opportunité politique et ouvre un horizon grâce auquel les dispositions individuelles trouvent une structure susceptible de leur offrir un moyen d'expression¹. Comme le souligne Nadir,

« si on regarde le contexte général turc de l'époque, il y avait aussi un lent processus de formation d'un mouvement révolutionnaire de gauche en Turquie, particulièrement au début des années 1990 à la fin des années 1980. Pour nous et pour les personnes politisées dans l'espace géographique du Kurdistan, la kurdicité (*Kürtlük*) et l'identité de gauche ont convergé et donné lieu à une situation nouvelle. Le PKK était à cette époque l'organisation la mieux à même d'exprimer cette situation... Donc ici il est question d'une relation dynamique sur cette base politique. »

Une nouvelle fois, l'engagement politique dans l'organisation clandestine s'opère à la croisée de dispositions individuelles, d'un contexte macrosocial favorable et de l'existence d'une structure mésosociale permettant d'offrir une « caisse de résonance »/un exutoire à des attentes personnelles. La conjonction de la multiplicité des résistances ou soulèvements populaires ainsi que le travail [de propagande] mené par le PKK auprès des populations locales constitue un double catalyseur de l'engagement clandestin. Sandra, qui s'est engagée en 1992, lorsqu'elle évoque le contexte de sa socialisation politique mentionne à la fois « les

¹ Voir Marco en note infra.

serhildan (soulèvements) à Mardin », les « résistances à Nusaybin et Cizre », les manifestations auxquelles elle participe, mais également les visites dans son village – « déjà patriote », souligne-t-elle – des membres du PKK qui y organisent des sessions de formation en l'occurrence sur la vie de Mazlum Doğan. Durant cette décennie, en effet, le PKK se structure et commence à se faire connaître auprès des populations locales, dans les régions à forte majorité kurde (voir Saidi, Sofiana, Umberto) voire à œuvrer en faveur des populations (Yasmin). Au-delà de la déclaration de guerre contre l'État turc de l'année 1984, s'opère de façon plus fondamentale la « percée du PKK »¹ auprès des populations kurdes rurales et urbaines. Les années 1990 coïncident avec la mobilisation massive des civils kurdes contre l'État turc. Dans cette atmosphère de soulèvement populaire, l'organisation a renforcé ses réseaux de soutien dans les zones urbaines. Le PKK a pénétré dans les villes kurdes et les grandes métropoles. La destruction des villages kurdes, la persécution systématique des Kurdes, l'émigration forcée de centaines de milliers de personnes, le meurtre et le harcèlement de civils au Kurdistan par le gouvernement ont augmenté le soutien populaire au PKK (Sharifi Dryaz, 2015). Le PKK a commencé à étendre progressivement sa présence dans les villes de Turquie en utilisant une approche non-militaire. Des chaînes de télévision privée kurde s'ouvrent². Comme le souligne Marco, « l'engagement volontaire, les mariages, les activités sociales étaient toutes organisées avec un prisme PKK. »

Ainsi et bien que la répression soit réelle, elle ne parvient pas à entraver l'organisation d'une contestation politique ni à ôter aux acteurs le sentiment qu'une résistance est possible. Alors que pour la C 1, le PKK constitue un collectif « confidentiel », les acteurs de la C 2 participent de « massification du PKK » (Béatrice), visé par la contre-propagande d'État peignant le PKK, comme une organisation voleuse d'enfants et visant à « mettre le monde à feu et à sang » (Yasmin). Dans notre enquête, la C 2 est resserrée autour de quelques années

¹ Voir verbatim d'Umberto.

² Marco rappelle avec enthousiasme la place qu'avait alors le PKK dans les métropoles : « Un mouvement comme le PKK qui a une forte base impacte la société. Tout le monde suivait de près le PKK. Les opérations, l'*Önderlik*, les martyrs... Tout le monde voulait suivre et voir ça. Bien sûr il n'y avait pas de télé ou de média à l'époque. Dans les années 90 il y avait des chaînes privées. Il y avait plusieurs chaînes, TRT. En dehors de ça, l'*Önderlik* avait un programme, il y avait aussi un programme appelé "32 gün" [32 jours]. Quand tu voyais des programmes similaires tu étais au septième ciel. Les activités en métropoles, les mobilisations, il y avait là-bas toujours une mobilisation du peuple. »

durant lesquelles le PKK a bénéficié d'un extraordinaire un pic d'engagement¹ qui dessine les contours de la « génération des années 1990 » (Umberto) :

« La période dont il est question, ce que je veux dire par "notre génération", c'est la génération des années 90. La dynamique des années 90 est fréquemment évoquée de nos jours au Kurdistan, son atmosphère, les dévastations pendant la guerre, les développements vécus dans la sphère sociale, les soulèvements populaires... Pour les Kurdes, les années 90 sont une période de soulèvements, c'est une période où le PKK touche progressivement des millions, où la communauté y adhère, et où celle-ci se révolte et rejoint la lutte à beaucoup d'endroits. Notre époque, cette époque, coïncide avec le moment où nous avons découvert la lutte et commencé notre quête personnelle. [...] Dans les années 90 il y avait énormément de meurtres dans les rues, il y avait de nombreux crimes non-résolus. En tant que membre de cette société, vous êtes obligés de les [ces meurtres] interroger, vous demandez : quelle est la raison ? Quel est le lien entre eux ? Quelle est la réalité derrière tout cela ? ». (Umberto)

Au cours de cette décennie, on estime que le PKK comptait quelque 10 000 insurgés bien armés et pouvait compter sur la loyauté de 50 000 miliciens et, selon les estimations du gouvernement, de 375 000 sympathisants (Imset, 1993). Le facteur décisif intervenant dans cet engagement clandestin massif ne réside pas tant dans la « déclaration de guerre » à l'armée turque du 15 août 1984 par le PKK que, d'une part, dans la perception de l'existence d'une organisation qui semble avoir les moyens de « protéger » la population kurde contre l'État turc. Il s'explique, d'autre part, par les effets de la répression sur cette communauté à la suite de l'attaque des forces répressives, c'est-à-dire par l'expérience indirecte (voir Vickie, Marco) ou directe² des effets de la répression. Le PKK apparaît à la communauté kurde comme une force protectrice mais également comme un moyen efficace de protection de soi ainsi que de sa communauté. L'engagement est alors conçu et théorisé rétrospectivement

¹ Vassili en atteste : « Comment ai-je rejoint le mouvement ? Il y avait beaucoup d'enrôlement (dans le PKK) au sein de mon quartier, beaucoup de gens ont rejoint le mouvement et sur cette base, nous étions bien informés sur les camarades. Quoique nous n'étions pas au Kurdistan, nous recevions des informations de ces derniers. Après la percée du 15 août, puis la lutte armée... un patriotisme solide s'est développé parmi nous, malgré le fait que nous vivions dans des "métropoles". À cet égard, nous avons vu des camarades, venant [du PKK et] travaillant ici. Nous avons décidé sur cette base, et nous avons rejoint le mouvement. En fait, toute notre famille était patriote, et l'engagement était possible sur cette base. »

² Umberto évoque en ces termes son expérience de la torture : « Si ces tortures, commises par l'État turc au Kurdistan, ont créé une communauté beaucoup plus forte, une communauté plus mobilisée, cela signifie que l'État turc a échoué. Ils ont échoué parce que désormais les gens au Kurdistan savent ce qu'ils cherchent, ils l'ont identifié. »

comme une réaction, une défense contre une agression antérieure, celle de l'État turc. Les propos de Vickie résument parfaitement cette situation :

« Tous les jours, vous êtes confrontés à la violence sous toutes ses formes, qu'elle soit physique ou psychologique. Tous les jours, les soldats font des raids, ils vous obligent à sortir de chez vous, à évacuer votre village, ils déshabillent tous les hommes et ensuite les frappent sur la *Maidan* [place du village]. Ils vous torturent et vous exposent à toutes sortes d'humiliations. Eh bien, une personne qui a été exposée à toutes ces insultes réagirait naturellement. Pas seulement les êtres humains, car chaque organisme a des réflexes, vous créez un réflexe contre cela. Quel pourrait être le réflexe le plus organisé que vous développez ? Vous rejoindrez une force organisée et maintiendrez la lutte après avoir ajouté votre pouvoir individuel à cette force organisée. C'est ce que nous faisons tous, d'une certaine manière. Une force organisée appelée PKK s'est formée et a revendiqué les droits des Kurdes, ils ont revendiqué l'identité des Kurdes et dans la situation actuelle, il s'agit d'une révolte contre toute forme de violence, toute forme de cruauté imposée par l'État. Vous le savez et en tant qu'individu, vous réalisez que c'est le seul domaine dans lequel vous pouvez vous exprimer. Il n'y avait plus de place pour la lutte. Il n'y avait rien pour lutter, donc vous vous joignez à l'action. »¹

Du point de vue de l'environnement social toutefois, on distinguera le contexte d'engagement des militants issus du sud-est de la Turquie comme Vickie (Yasmin vient d'Hakkari) et de ceux venant de grands centres urbains comme Ankara (pour Hector) ou Istanbul (Umberto, Marco). Ces derniers sont souvent issus de milieux familiaux sensibilisés à la cause kurde et politiquement conscientisés. Il est fréquent qu'ils aient poursuivi des études universitaires à la différence des individus issus de zones rurales et jouissent d'un niveau socioéconomique supérieur.

Dans ce contexte de forte répression et de guerre de l'État turc contre une partie de sa population, le discours idéologique développé par le PKK et nourri des œuvres de Frantz Fanon, avec notamment *Les Damnés de la terre*, joue le rôle de « caisse de résonance ». Toutefois l'idéologie en elle-même ne conduit pas spontanément l'acteur à utiliser des moyens illégaux. Elle sert de tremplin à l'engagement à la double condition d'une efficacité du « cadrage » (Snow et Benford, 1988) de la situation vécue et de l'existence d'une « caisse de résonance ». L'efficacité du cadrage signifie que les acteurs mobilisés s'accordent sur un juste diagnostic de la situation (*diagnosis frame*), identifiant le problème à traiter et en

¹ Le recours excessif à la violence physique et aux humiliations symboliques au cours de cette période explique également ce que les acteurs définissent comme une « participation émotionnelle ». Celle-ci est nourrie de réactions émotionnelles face à la violence de l'État plutôt que de connaissances sur les objectifs, le programme et l'idéologie du PKK, ce second motif étant qualifié *a contrario* par les acteurs de « participation consciente ».

attribuant la responsabilité à des acteurs identifiés (l'État, la police, etc.), qu'ils convergent sur des moyens de remédier au problème soulevé (*prognostic frame*) et enfin, sur la nécessité impérieuse d'agir pour accompagner un changement salutaire (*motivational frame*). L'effet de « résonance » avec les expériences individuelles peut se situer à trois niveaux au moins. Il peut être de nature culturelle, rendant acceptable, au sein d'une communauté particulière et dans un environnement socio-culturel, l'utilisation de la violence et légitimant la volonté d'engagement. Il peut s'agir d'une résonance avec l'expérience effectivement vécue par l'acteur militant, venant confirmer à ses yeux la justesse de la proposition idéologique qui lui est faite. Enfin la résonance peut être émotionnelle : la peur intense, la haine face au constat d'une injustice, l'indignation morale sont autant de vecteurs émotionnels conduisant l'acteur à opter pour des choix politiques extra-légaux. Alors que pour la C 1, le déroulement concomitant des guerres de libération intervient comme un « événement décisif » des trajectoires d'engagement, il semble que cette fonction est dévolue, pour la C 2, à la production littéraire qui s'en est suivie et à la guerre d'Algérie qui fut l'occasion pour F. Fanon de théoriser les rapports de domination ainsi que la nécessité du recours à la violence défensive. Ce cadre d'analyse entre alors en parfaite résonance avec la situation vécue par les Kurdes dans le sud-est de la Turquie.

Du côté des militantes, dont le nombre est très restreint dans la C 1, s'ajoute un facteur supplémentaire (*trigger factor*) de l'engagement politique. Les questions liées à l'égalité des sexes ont pris de l'importance surtout à la fin des années 1990, lorsque les femmes ont commencé à participer activement au mouvement kurde. Le déploiement d'un discours idéologique à destination des femmes par le PKK, promouvant leur libération, joue un rôle mobilisateur de premier plan aussi bien en ville qu'en zones rurales. Là encore, l'engagement est construit, *a posteriori*, comme le produit d'une multiplicité de facteurs et la convergence de mécanismes intervenant aux plans micro, méso et macrosociaux. Les propos de Béatrice en témoignent de façon emblématique :

« C'était une combinaison de différentes choses, l'approche du PKK sur la lutte des femmes pour la liberté, celle du Leader (*Önderlik*), mais aussi la lutte nationale, quand j'ai réalisé que j'étais kurde, quand j'ai lu et appris l'histoire kurde, les révoltes de Dersim... Je me suis engagée au début des années 90. Avec le début des années 90 et l'académie de Mahsum Korkmaz, je peux préciser ça... C'est une période qui coïncide avec la massification du PKK. Ces années 90 sont un moment qui correspond à une massification générale, et à une participation de plus en plus importante de la part des femmes. Au début de 1990 les femmes commencèrent à s'engager de plus en plus, peu à peu après 91 et 92. Mon engagement c'était en 90. Je suis l'une des premières femmes à m'être engagée, un moment où la lutte kurde pour la liberté et la lutte des femmes pour la liberté se massifiaient et se répandaient. Mon entrée s'est

passée comme ça. » (voir aussi Yasmin)

Dans un contexte de soulèvements populaires où l'organisation clandestine procède à un travail intense de formation et d'information des populations, les dispositions individuelles trouvent une caisse de résonance dans un discours de libération à la fois national et de libération de la femme qui ne laisse pas insensibles des personnes vivant la perpétuation de la domination patriarcale au sein des traditions kurdes. Au début des années 1990, beaucoup de femmes poursuivant des études universitaires dans les grandes villes, telles Béatrice, et nombre de villageoises (Çiçek, Sandra, Yasmin) ont rejoint les montagnes pour devenir des « combattantes ».

Cependant les « chemins de l'activisme » clandestin semblent, au sein de la C 2, plus contrastés et varient selon que les acteurs sont issus de centres urbains ou de zones rurales. L'intégration collective, c'est-à-dire au sein d'un groupe d'interconnaissance, constitue un phénomène remarquable. Ainsi Axel rejoint le PKK accompagné d'un groupe de cinq amis, tous masculins, après que cinq membres du PKK soient tombés en martyr. Cet événement accélère leur intégration dans l'organisation. Il est commun que cette incorporation s'opère par groupe de six personnes (voir Vassili¹, Sandra², Sofiana). L'intégration collective n'est pas antinomique d'un processus d'« appropriation identitaire », c'est-à-dire d'un travail, par des entrepreneurs de mouvements sociaux, créant des réseaux de solidarité qui disposent les acteurs à partager une identité commune. L'« appropriation identitaire » participe des processus de « convergence identitaire » (Voëgtli, 2010, p. 216) précédemment évoqués mais se distingue de la « recherche d'identité » dont nous avons suggéré qu'elle caractérisait de façon idéal-typique plutôt la C 1. Dans ces démarches d'« appropriation identitaire », la possibilité pour les futures recrues de rencontrer des camarades féminines peut jouer un rôle décisif dans la décision de rejoindre la guérilla. La question du devenir des femmes loin de leur famille, dans un environnement clandestin dont la réputation est contestée pèse sur les choix individuels. Dès lors, la possibilité d'échanger avec des membres féminins de la guérilla s'avère crucial comme le souligne Yasmin :

« Je n'ai pas pu prendre de décision nette avant de rencontrer les

¹ « Les camarades avec qui nous avons rejoint [le PKK], c'était la même chose pour eux. Nous étions six amis. On a décidé ensemble et on a rejoint le mouvement. Alors la première question était : je suis venu là pour me battre pour mon pays, pour travailler pour mon peuple. Les gens qui ont été massacrés, anéantis, vous allez travailler pour eux. »

² « Six filles sont passées vers un autre village pour s'engager et nous les avons rejoints. »

femmes camarades et de parler avec elles. On disait qu'il existait des combattantes dans la guérilla. Quand la camarade Berîtan est morte au combat, on a parlé d'elle. Voilà ! Cette femme était à la fois une combattante et une dirigeante. Pas seulement une dirigeante militaire mais une personne qui gère et organise la vie au quotidien. Ensuite, nous nous sommes réunies entre camarades femmes et nous avons discuté. C'est après cela que mon engagement s'est concrétisé. Ce qui m'a poussée à cet engagement, c'est surtout la relation de proximité entre camarades, sans souci de la différence d'âge, le fait que l'organisation accorde une grande valeur à l'humain et place la spiritualité au-dessus de tout. »

Ces rencontres s'inscrivent dans une logique d'appropriation identitaire, menée par des entrepreneurs de mouvements sociaux, dont les récits rétrospectifs féminins attestent davantage (voir Sandra). Ce travail d'appropriation peut donner lieu, en particulier lorsqu'il advient en zones rurales ou auprès d'organisations étudiantes, à une intégration clandestine collective.

Une autre modalité d'intégration au groupe clandestin, très différente de l'appropriation identitaire, émerge toutefois des récits rétrospectifs. Il s'agit d'initiatives individuelles par lesquelles les acteurs se placent parfois en rupture avec leur milieu familial. Cette modalité d'engagement paraît plus répandue dans les centres urbains éloignés du sud-est de la Turquie. Tel est le cas de Béatrice qui s'engage en 1989, d'Hector qui s'engage en 1994 ou de Marco qui rejoint le PKK en 1994-1995. Hector est issu d'une famille exilée originaire de Dersim qui s'est installée à Köçgiri. Sa famille prend part aux mouvements de la gauche turque et assiste aux conflits entre Sunnites et Alévis. Il reconnaît que sa famille a été « réduite au silence par l'oppression qui a suivi les années 80 ». Il grandit à Ankara puis commence une brillante carrière d'étudiant à l'université mais se trouve insatisfait par les mobilisations de la gauche turque systématiquement réprimées et dont les formes d'action lui semblent insuffisantes. Bien que menant des activités illégales pour le PKK en milieu urbain, il reconnaît n'être « pas satisfait au sein de la jeunesse patriote d'ici. [...] Les missions m'ont aussi lassé, ça me paraissait vain. Je me suis dit que je devais aller dans les montagnes, que nous pouvions seulement agir de cette manière. J'ai poursuivi cette quête et je suis venu dans la montagne. »

Les récits rétrospectifs proposent, dans ce groupe, des mises en sens et des interprétations de l'engagement qui se distribuent principalement dans les paradigmes de la « quête » (Axel, Hector, Saidi, Marco), de la reconnaissance (Nadir, Vickie, Sofiana, Béatrice) et de la dignité (Umberto). Lorsque l'engagement n'est pas interprété en ces termes, le récit de soi le conçoit comme une réaction à la répression (voir Vickie citation supra) dans un contexte dont nous avons rappelé combien elle était brutale (voir la citation de Vickie supra). Faisant écho à une

lecture de la violence comme auto-défense, l'engagement est conçu comme une « réaction » voire, dans certains cas, comme une revanche (Navdar, Çiçek, Vickie, Sofiana¹). Alors que l'intellectualisation et l'idéologisation de l'engagement traversait plus volontiers les mises en récit des acteurs de la C 1, la dimension émotionnelle de l'engagement se trouve davantage assumée par les acteurs de la deuxième « génération sociale » (Çiçek, Vickie, Sofiana, Umberto). Cet aspect émotionnel s'explique notamment du fait du contexte de répression menée à grande échelle. Ainsi les « événements décisifs » évoqués par les acteurs comme ayant marqué leur trajectoire sont, de façon récurrente, des phénomènes de répression qu'ils soient d'ordre macrosocial (la guerre de 92 dans la région de Rûbarok/Derecik, le massacre de Cizre), mésosocial (l'arrestation et la torture des cadres du PKK après le 12 septembre 1980) ou microsocial (en particulier le martyr de proches ou la torture subie par des familiers).

Encadré 2 : Vickie est née en 1976. Elle a rejoint le parti en 1990 à un âge très précoce dans un contexte de revendication par les Kurdes de l'autodétermination, et d'autre part de succès global des organisations gauchistes-socialistes. Face aux révoltes kurdes, elle dénonce les politiques spéciales de l'État : assimilation accrue par le biais de ses institutions et de ses organisations, déracinement, déterritorialisation et exil des villes natales vers les zones métropolitaines. À la suite du coup d'État de 1980, des membres de sa famille sont emprisonnés. Lors des visites qu'elle effectue à la prison, elle prend conscience de la torture et se voit exposée à toutes sortes d'insultes. Très jeune, elle est confrontée à la violence d'État : les visites à la prison, les disputes avec les gardiens, les mères ou les familles frappées par les soldats ou les gardiens, à la porte de la prison. Dans la vie quotidienne, elle subit la violence, qu'elle soit physique ou psychologique. Chaque jour, des raids de soldats forcent les gens à sortir de chez eux, à évacuer leur village. Ils déshabillent tous les hommes et les frappent sur le *maidan* [la place du village]. Elle décrit son engagement comme émotionnel et considère que « non seulement les êtres humains, mais tous les organismes ont un réflexe,

¹ Sofiana qui s'est engagée volontairement à 14 ans : « J'ai rejoint la guérilla en 1993. En 1990, je faisais du travail local jusqu'en 1993 quand mon frère est tombé en martyr. Mon frère et cinq autres camarades sont tombés en martyrs ; trois autres camarades sont aussi tombés en martyrs à un autre endroit, cinq-six camarades sont tombés en martyrs autour de nous. J'ai donc décidé de m'engager et je me suis engagée. Parce que j'ai été témoin de la violence de l'État turc. Je disais seulement que je prendrais la revanche de ces camarades, je n'avais pas d'autre recours. En effet, l'État turc a commis une grande violence contre le peuple kurde et les femmes. »

créent un réflexe contre cela ». Elle avoue que son plus grand objectif était de « se venger de ses expériences. C'était ma motivation de base » pour entrer au PKK. Elle vit toutefois son intégration au PKK comme une libération à l'égard à la fois des règles du féodalisme qui continuent d'organiser la société kurde et de celles de l'État turc. Elle souligne ainsi qu'au PKK : « personne ne peut prendre de décision pour vous en tant qu'individu. Personne ne peut orienter votre volonté. Votre volonté n'appartient qu'à vous. » Elle rejoint la guérilla à une époque où le PKK intensifie sa lutte militaire. Lors de sa première action armée en 1990, elle est la seule femme d'un commando composé de huit personnes. À l'encontre des représentations communes, elle ne considère pas que toute forme de guerre soit violente. Seule une guerre sans but [gratuite] contient de la violence, selon elle. Vickie estime donc que la lutte armée est une méthode appliquée par le PKK pour protéger sa propre existence. Dans cette perspective, elle décrit Şilan Kobani comme un professeur de vie¹.

2.3 COHORTE 3 : S'ENGAGER DANS LE PARTI DES FEMMES

« Le lieu où la lutte des femmes est la plus évidente, la plus remarquable, la plus considérable ou la plus puissante, c'est le mouvement du PKK. » (Rose)

Le « cadre de vie historico-culturel » dans lequel évolue la troisième cohorte se distingue très nettement de celui de la deuxième. Les militants de ce groupe se sont engagés au PKK entre la toute fin des années 1990 et 2013 pour les plus jeunes d'entre eux. La pression de la répression étatique a, durant cette décennie et demie, nettement reculé. Les individus qui se rattachent à cette « génération sociale » n'ont pas nécessairement connu de confrontation directe avec la violence (Papillon, Victoire, Alexia) quoiqu'ils aient pu subir la violence symbolique à l'école (Papillon, Danys, Dalyan, Thierry) ou dans leur famille (Victoire). Ils sont nés entre 1980 et 1993 dans un contexte où la discrimination n'a pas encore disparu de ses murs. La violence institutionnelle a encore très fortement marqué les mémoires enfantines et collectives². Là encore, « les mémoires de la violence sont transmises d'une génération à

¹ Şilan a fait une action de *fedayin* dans le centre ville de Tunceli le 30 juin 1996 en se faisant exploser au milieu de soldats turcs.

² Comme en attestent les souvenirs de Rose : « En général, c'est bien connu dans la société kurde que nous avons une réalité sociale qui passe par la réalité de la guerre. Cela a certainement laissé des effets psychologiques sur les enfants, les jeunes ou les aînés. Cependant, cela a un impact assez différent sur

l'autre non seulement par des rituels publics et des commémorations, mais aussi par des pratiques sociales performatives non discursives et inconscientes » (Pichler, 2011). La violence institutionnelle prend toutefois d'autres formes, moins officielles, dans le sud-est de la Turquie avec la présence du Hizbullah.

À partir de 1991, le Hizbullah, organisation religieuse fondamentaliste, devient un instrument de guerre contre le PKK au nom de l'Islam. Il participe d'une nouvelle stratégie déployée par le chef d'état major de l'armée, Dogan Güres (Cigerli et Le Saout, 2005, p. 99). Salih Salman, gouverneur de Batman au milieu des années 1990, a contribué à la formation du Hezbollah (Human Rights Watch, 2000). Actifs dans nombre de villes et villages, les groupes islamistes offrent un appui à la mise en place d'une stratégie de lutte contre le PKK. Leurs cibles concernent autant des individus identifiés comme sympathisants, relais ou militants du PKK, que les villageois considérés comme base de soutien à l'organisation kurde.

Les mémoires familiales et les récits instituent la violence comme « patrimoine collectif » de la mémoire kurde, y compris pour les acteurs qui ne l'ont pas subie directement. L'imaginaire de cette dernière cohorte est encore marqué, de façon « décisive », par les massacres de Dersim et celui de Maraş vécu dans les familles de certains militants (Olga, Alexia, Victoire). Il s'agit de « traces non verbales, intersubjectives, incarnées et matérielles du passé dans la vie quotidienne, des formes de connaissance qui résistent [parfois] à l'articulation et à l'enrôlement collectif » (Kidron, 2009, p. 7). La transmission intergénérationnelle des expériences de violence institutionnelle continue de forger les trajectoires après plus de deux générations. Le poids de l'histoire victimaire pesait également sur la deuxième cohorte étudiée, quoiqu'il intervenait alors comme l'écho direct de celle effectivement et directement subie dans les années 1990¹. Les trajectoires et les contextes de

la jeune génération. Par exemple, quand je considère ma propre position : j'ai grandi au sein d'une réalité sociale dans laquelle j'ai connu l'oppression de l'ennemi alors que je n'avais que 8 ans ; nos pères étaient torturés sous nos yeux, ils étaient arrêtés et emprisonnés. Par exemple, notre village a finalement été incendié lorsque j'avais 8 ans. En fait, l'incendie de notre village a signifié à un moment donné la destruction de mes rêves d'enfant. Parce que c'était le village où j'avais grandi, c'était peut-être un tout petit village, [mais] nous partageons tout comme une famille. Dans tous les sens du terme... »

¹ Seul le massacre de Cizre constitue une actualisation vécue de façon contemporaine par ces acteurs des violences subies par leur communauté dans le passé. En février 2016, alors qu'un couvre-feu règne sur la ville depuis décembre 2015, l'armée turque tue plusieurs dizaines de civils (entre 70 et 90) puis camoufle son intervention en dénonçant une attaque contre la guérilla du PKK.

socialisation de cette troisième « génération sociale » sont également marqués par la violence passée, historique mais au titre de la transmission familiale et communautaire d'une minorité opprimée.

Contrairement à ce qui a pu être le cas pour la deuxième cohorte, nombre des membres de la troisième sont issus de la migration vers les villes de familles dont les villages ont été détruits au cours de leur enfance ou qui ont subi dans leur territoire trop de pression de la part des forces de répression (Dalyan et d'autres plus âgés que lui, Thierry). Cette forme de violence participe aussi de la structuration des mémoires et des imaginaires dont hérite la troisième cohorte. Le décret sur la « censure » et la « déportation » publié le 10 avril 1990 sous la présidence de T. Özal prévoit que le supergouverneur, qui commande la région placée sous l'état d'exception (OHAL), peut ordonner à titre temporaire ou permanent l'évacuation, le déplacement, le regroupement de villages, de zones de pâturages et de zones résidentielles pour des raisons de sécurité publique (Cigerli et Le Saout, 2005, p. 106). Il peut imposer des restrictions qui touchent à la résidence et organiser des transferts de population vers d'autres régions. Cette stratégie atteint son apogée en 1993-1994. « Selon le ministre de l'Intérieur, en mars [1996], 2 297 villages avaient été évacués ou incendiés. En juillet, le gouverneur de la région sous état d'urgence a déclaré que 987 villages et 1 676 hameaux (unités de peuplement de 3 ou 4 maisons), y compris les résidents, avaient été évacués “pour diverses raisons” par les forces de l'ordre pour des raisons de sécurité » (Département d'État américain, 1996)¹. Plus de 2 000 villages et hameaux ont été détruits par les forces de sécurité (et certains par le PKK), provoquant le déplacement de quelque deux millions de réfugiés kurdes en sept ans. Une partie de la troisième cohorte de notre étude est issue de cette migration vers les centres urbains et des zones extérieures au sud-est de la Turquie. Ces individus portent une histoire familiale de déracinement et d'annihilation (en particulier de villages brûlés) qui hante les représentations de leur socialisation primaire.

La place du PKK dans le paysage socio-politique joue également un rôle majeur dans les facteurs d'engagement des individus de cette cohorte. Une forme d'ambivalence est de mise puisque, d'une part, l'arrestation d'A. Öcalan le 15 février 1999 a constitué, pour nombre d'entre eux, un facteur déclencheur de l'engagement (Olga, Papillon) et, à tout le moins, un élément décisif dans leur décision de rejoindre la guérilla (Olga, Danys, Rose, Dalyan,

¹ Sur l'évacuation des villages et la migration forcée, voir le rapport annuel publié par la Fondation des droits de l'homme de Turquie : <https://en.tihv.org.tr/human-rights-reports/1993-turkey-human-rights-report/>.

Victoria). D'autre part et en dépit de cette arrestation, le PKK se présente aux yeux de ces acteurs, à la fin des années 1990 et ultérieurement, comme un « espoir » dans le paysage socio-politique de la communauté kurde (Papillon, Olga, Alexia). Dalyan résume cette représentation glorifiée de l'organisation clandestine nourrie de la récente histoire des interactions entre l'État turc et la communauté kurde :

« Vous avez parlé de la région de Serhat, quand vous y étiez, avant que vous ne vous engagiez, quel était le regard porté par la communauté sur le PKK, la seule force du mouvement kurde à l'époque, et sur le Parti ?

- Le point de vue de la communauté sur le parti, je peux vraiment dire que beaucoup de gens dans cette région ont envoyé leurs enfants au PKK de leurs propres mains. Je me souviens de ça dans ma famille. Ils avaient une vision très particulière du PKK. Ils le voyaient dans le sens "ces gens parlent de lutte, ils combattent dans les montagnes pour les Kurdes", c'est-à-dire "ils vont nous sauver". Parce qu'il y a des gens qui ont été très exposés à la violence de l'État dans le passé, surtout dans les années 90. Des gens qui ont quitté leur village, qui ont perdu leur village, qui ont vu leur village incendié. Donc, ces gens-là ont une vision très particulière du PKK. Ils voient le PKK comme des sauveurs. Ils considèrent que "s'il n'y a qu'un seul mouvement qui nous sauvera un jour de la cruauté de l'État, ce sera le mouvement kurde". Parce que ce que l'État a pratiqué là-bas, la pratique qu'il a montrée a laissé de profondes cicatrices sur le peuple. »

Des années 1990 aux années 2000, l'image du PKK a considérablement évolué, influencé les représentations et pesé sur l'engagement clandestin. Loin d'être cantonnée au traitement de phénomènes de révolte localisée, la « question kurde » revêt, dans ces années, une présence sur la scène politique internationale (Danys¹). De la même façon, l'évolution théorique et stratégique de l'organisation tend à proposer une image du parti comme un parti des femmes. Comme nous l'avons rappelé, le discours sur la libération des femmes s'est renforcé dans les années 90, à travers la participation active des femmes aux protestations populaires (manifestations), à l'organisation de la guérilla et aux partis politiques. En outre, des prises de position idéologiques fortes ont contribué à surmonter certaines tensions et transformé l'image du parti. Depuis la fin des années 1990, la libération des femmes est synonyme de libération du peuple tout entier. Cette évolution idéologique s'illustre dans les propos d'Öcalan :

« C'est peut-être difficile, mais les femmes qui s'engagent dans l'armée

¹ Danys le souligne : « La destruction de l'identité kurde provoquée par la politique internationale menée au Kurdistan, en particulier l'érosion culturelle conduisant à l'anéantissement d'un peuple, et la manière dont un peuple résiste à l'anéantissement – [nous le voyons] surtout dans les arguments et la perspective de l'*Önderlik* – et le développement d'une conscience de lutte au sein de la société [kurde] à la suite de l'expansion de la guérilla sont largement connus dans le monde entier. »

font le pas le plus radical vers l'égalité et la liberté. Si nous ne pouvons pas être à la hauteur de ce la situation exige, nous serons anéantis. Car aucune armée ne l'a jamais fait. Si nous faisons cela, la solution radicale suivra. C'est-à-dire, pas seulement comme un instrument de guerre, pas même pour une personnalité émancipée, mais *pour atteindre une personnalité vivante.* » (Öcalan, 1999, p. 176)

Cette proposition ouvre la voie à ce que l'on appelle, dans le mouvement, la « féminisation de l'armée » (*kadın ordulaşması*), associée à un cadre idéologique promouvant l'égalité des sexes. La « féminisation de l'armée » ('women army-fication', *ordulaşma*) serait un moyen fondamental pour œuvrer à l'égalité. Le discours idéologique du leader du parti se voit très largement réapproprié sur le plan microsociologique dans les récits rétrospectifs des militantes de cette dernière cohorte. Celles-ci envisagent leur parcours comme une façon de mettre en question la place de la femme dans la société kurde, en référence à l'existence d'une forme de « féodalisme »¹ (voir Olga, Alexia, Berivan, Ravza, Rose, Primevère). Comme le souligne Rose : « la position des femmes au sein du PKK avait vraiment [créé] en moi un intérêt, une attraction, un mystère... C'était une situation qui gardait son caractère mystérieux. »

L'intégration au PKK est construite et vécue comme un moyen de résoudre la tension entre le poids de la tradition socio-familiale et les aspirations de ces femmes. Ces militantes se réapproprient le paradigme de la libération de la femme comme un motif explicite d'engagement et, dans certains cas, ayant une importance de premier rang eu égard à la libération du peuple kurde. Ceci répond à la théorie d'Öcalan selon laquelle il n'y aura pas de libération du peuple kurde sans libération de la femme. Ainsi se trouve reflété et assumé sur le plan microsociologique l'effort, théorisé par Öcalan, de ne pas se borner à un nationalisme étroit, à la suite de l'abandon du cadre marxiste classique, et de donner la priorité aux discours de « libération des femmes » et de « mission libératrice des femmes ». Une universalisation de la lutte est ainsi proposée puisqu'au-delà de la libération du peuple kurde et de la libération des femmes, c'est celle de l'humanité qui est visée par les militants les plus idéologisés du parti (voir Sofiana).

Dans cette logique toutefois, l'identification à des figures féminines de la guérilla qui se sont distinguées peut intervenir comme des « événements décisifs » dans les parcours d'engagement. Les actions emblématiques de membres de la guérilla, qu'il soit question du martyr d'Engin Sincer (Alexia), de l'action militaire de la camarade Berivan (Gülnaz Karataş)

¹ Pas chez Olga ni Primevère.

qui s'est battue face à l'ennemi et qui préféra mourir plutôt que de se rendre¹ (Rose, Dalyan, Victoria) ou de la camarade Zîlan (Zeynep Kinanci)² (Dalyan), jouent le rôle de référence et pèsent sur les trajectoires individuelles, notamment féminines. Des actions d'éclat de combattant.e.s engagé.e.s dans la lutte et la résistance, allant jusqu'au sacrifice, provoquent un retour réflexif sur soi, sur son propre engagement et ont un effet de levier sur les décisions individuelles d'engagement. Si l'aspect martyrologique a toujours constitué un axe central des représentations au sein du PKK, l'action héroïque d'une figure iconique de combattant.e intervient comme un pôle identificatoire donnant sens à l'engagement individuel dans des processus se présentant comme des transformations de soi ou des conversions identitaires³. L'évocation de ce qui, dans les trajectoires individuelles, a constitué aux dires des acteurs des « événements décisifs » permet de les appréhender comme des processus de « transformation identitaire » par lesquels l'acteur est en situation de « reconstruction biographique » (Snow et Machalek, 1984) ou d'« alternation » (Berger et Luckmann, 1966), ce dernier type de parcours témoignant d'une césure nette entre l'identité préalable et celle du « converti » entré dans le mouvement.

En effet, les modalités d'engagement des membres de cette cohorte marquent une évolution eu égard aux précédentes. Si dans la toute fin des années 1990 se notent encore quelques « engagements de groupe », à partir des années 2000 les démarches paraissent davantage être le produit d'initiatives individuelles. Cette évolution coïncide avec une transformation macrosociale des foyers de résistance kurdes qui se sont déplacés vers les villes du fait de la migration intérieure, ainsi qu'avec des formes de vie plus individualistes et moins communautaires. Les individus se sentent moins liés à leur famille par des liens qui ne

¹ Elle s'est jetée d'une falaise pour ne pas être arrêtée par les forces Peshmerga au Kurdistan irakien. Rose commente cette action en ces termes : « Peut-être que les gens qui sont éloignés de nous considèrent que c'est un suicide, un acte différent, mais ça n'est pas le cas. Parce qu'en tant que femme, en tant que guérillero, Heval Berîtan a considéré comme déshonorant de déposer les armes devant l'ennemi et a préféré sauter d'une falaise. C'est un point très frappant à la fois dans l'histoire du PKK et dans l'histoire des femmes. Cette action de Heval Berîtan a toujours conservé son intensité et son impact en moi. »

² Le 30 juin 1996, Zîlan est entrée dans un défilé militaire turc à Dersim et s'est faite exploser au milieu des forces de sécurité turques, tuant et blessant gravement des dizaines de soldats turcs.

³ Dans certains cas, « la fabrique des martyrs et la diffusion d'un certain idéal d'engagement a permis aux membres et sympathisants du parti de recourir, en fonction des circonstances, à telle ou telle forme de violence contre soi. » (Grojean, 2006)

peuvent être fragilisés du fait d'un engagement au sein de la guérilla ou d'un engagement politique à temps plein, qui les conduira loin de chez eux. Dès lors, l'engagement pour le peuple kurde – plutôt qu'auprès de sa famille – prend la forme de l'obligation morale, du devoir qui se pose à l'individu comme une question de conscience¹. Au sein de cette cohorte, la proportion des individus ayant mené un parcours universitaire – qui n'aboutit pas du fait du choix de l'engagement – est croissante. Renoncer à des études supérieures, pourtant très prisées en Turquie, souligne la subordination de la réussite personnelle à ce qu'ils considèrent être le bien collectif du peuple kurde.

Encadré 3 : Papillon est né en 1980. Enfant, il subit les pratiques « pédagogiques » des enseignants turcs formés par le MİT ou le JİTEM (*Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele*, Service de renseignements et antiterrorisme de la gendarmerie) qui continuent de persécuter tout enfant parlant kurde et d'infliger une violence symbolique aux jeunes générations de cette communauté. Il estime que cette violence – comme le fait d'être obligé à 7 ans de laver les toilettes avec ses mains – l'a marqué pour l'ensemble de sa vie. Papillon s'engage dès 1998 dans les activités juridiques et de jeunesse du mouvement kurde à une époque où l'« ancien état de désespoir » de la communauté kurde a disparu. Il rejoint la guérilla en 1999 à la suite de l'arrestation d'Öcalan avec le groupe de ceux que l'on nomme les « *Önderlik Katilimi* ». Il a grandi à Istanbul avec le sentiment d'avoir été arraché au Kurdistan. Les récits de sa grand-mère kurde, qui a vécu le déracinement dans sa chair, le rattachent à ses racines kurdes. Il vit son engagement comme un retour à ses origines : « Je recherchais le passé », avoue-t-il. De façon concomitante, la camaraderie, la fraternité et l'ouverture des membres du PKK l'ont détourné des mouvements islamistes qu'il a fréquentés un temps. « Cette convivialité m'a directement frappé », reconnaît-il. Le collectif des membres du PKK incarne pour lui le retour vers sa communauté d'origine, villageoise qu'il n'a pas connue mais dont sa grand-mère lui a légué le souvenir ému. Tout en reconnaissant la dimension émotionnelle de

¹ Victoire souligne cette dimension réflexive qui émergea alors qu'elle rend visite aux prisonniers du PKK à la fin des années 1990-début des années 2000 : « Avec les camarades dans les geôles, je dirais que ce processus a franchi un palier, c'est devenu plus formel, une identité s'est formée. Nos entrevues individuelles et nos correspondances avec des camarades ont augmenté mon niveau de prise de conscience qui existait déjà. Quelque chose de plus puissant que le désir de participer s'est formé, comment dire ? Une décision comme “désormais je me dois de le faire” est apparue, c'est devenu très clair pour moi. »

son engagement, il interprète ce dernier sous la modalité du devoir et de l'obligation face à ce qu'il décrit comme l'extinction d'une communauté. Lorsque nous le rencontrons à l'été 2016, il assure la fonction de commandant militaire d'un bataillon (*tabur*) de 40 personnes. Bien qu'il ne lutte plus pour l'indépendance du Kurdistan mais pour l'autonomie démocratique, il ne lui semble pas possible de se passer de la lutte armée dans ce combat. Cet usage s'explique également par un fort sentiment de clôture des opportunités politiques qui interdit aux Kurdes de s'organiser légalement en Turquie. La lutte qu'il poursuit est à ses yeux légitimée par l'ensemble des massacres subis par la population kurde depuis l'époque républicaine.

3. Conclusion

L'engagement dans une organisation politique illégale a souvent été conçu comme le fruit de mécanismes faisant interagir les trois niveaux micro, méso et macrosociaux. La mise en évidence de trois cohortes d'engagement au sein du PKK au cours de ses quarante années d'existence a permis de mettre en évidence les mécanismes causaux qui relient le macro-système dans lequel se développe la violence politique clandestine, le méso-système formé par les organisations radicales et leurs évolutions, et le micro-système des interactions familiales et amicales au sein des réseaux militants. Dans le cas présent, ces mécanismes n'ont pas été considérés, sur le plan macrosocial, comme une « reconstruction causale » qui « chercherait à expliquer un phénomène social donné [...] en identifiant le processus par lequel il est engendré » (Mayntz, 2004, p. 238). Nous n'avons pas considéré non plus qu'ils se limitaient, sur le plan microsociale, à l'agentivité individuelle, aux actions des individus et aux relations qui lient les acteurs entre eux (Hedstrom et Bearman, 2009, p. 4). Nous les avons plutôt appréhendés comme des « chaînes d'interaction qui filtrent les conditions structurelles et produisent des effets » (Della Porta, 2013, p. 24). Dès lors, il a été possible d'identifier les effets d'interaction entre l'internationalisme révolutionnaire (niveau macro) et la constitution d'un parti porteur de revendications d'indépendance kurde (niveau méso) sur les trajectoires des militants des années 1970-1980 (C 1), engagés dans des parcours universitaires et individuellement politisés dans l'extrême gauche turque (niveau micro). Nous avons ensuite mis en lumière les effets conjoints de la répression d'État (macro), de ses conséquences familiales (micro), ainsi que de l'ampleur prise par un mouvement illégal en expansion (méso) sur les carrières clandestines de la deuxième cohorte engagée au PKK durant les années 1990 (C 2). Nous avons enfin dévoilé le rôle conjoint des réajustements stratégiques

du PKK sur le plan intérieur et international (méso), à la suite de l'arrestation de son leader, dans un contexte où la répression d'État a réduit son intensité (macro) sur les trajectoires de militants souvent urbanisés, s'engageant plutôt à l'âge adulte (au début de la vingtaine) sans avoir vécu dans leur chair la répression physique institutionnalisée mais qui ont néanmoins fait le choix de l'engagement dans les années 2000 (micro). L'enquête de sociologie qualitative que nous avons réalisée permet donc de mettre en évidence trois cohortes d'engagement au sein du PKK, de ses origines à nos jours, présentant des trajectoires aux caractéristiques nettement contrastées.

Références

Alonso Angela, « L'invention de soi : autobiographie et trajectoire sociale de Graça Aranha », *Brésil(s)*, [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 30 mai 2016, URL : <http://bresils.revues.org/1914>.

Bosi Lorenzo, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional Irish Republican Army, 1969-1972 », *Social Science History*, vol. 36, n° 3, août 2012, p. 347-390.

Bourdieu Pierre, « L'illusion biographique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 62/63, juin 1986, p. 69-72.

Cigerli Sabri et Didier Le Saout, *Les mutations de la question kurde. Öcalan et le PKK*, Paris, Maisonneuve et Larose, 2005.

Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Dorronsoro Gilles et Olivier Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], mis en ligne le 4 août 2009, <http://ejts.revues.org/198>.

Fanon Franz, *Les Damnés de la terre* [1961], première édition Maspéro, Paris, Gallimard, coll. Folio/Actuel, 1991.

Fillieule O., « Post scriptum : propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 199-215.

Fillieule Olivier, « Le désengagement d'organisations radicales. Approche par les processus et les configurations », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 37-59.

Flach A., *Jiyanekê din - ein anderes Leben. Zwei Jahre bei der kurdischen Frauenarmee*, Köln, Mezopotamien Verlag, 2003.

Flach A., *Frauen in der kurdischen Guerilla. Motivation, Identität und Geschlechterverhältnis in der Frauen Armee der PKK*, Köln, Pappy Rossa Verlag, 2007.

Gambetti Zeynep et Joost Jongerden, *The Kurdish Issue in Turkey: A Spatial Perspective*, Routledge Studies in Middle Eastern Politics, 2015.

Grojean Olivier, « Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan », *Cultures & Conflits*, n° 63, automne 2006, p. 101-112.

Grojean Olivier, « “Les aléas d’un terrain comme révélateurs de sa structuration”. Gestion et objectivation d’une relation d’enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n° 4, 2010, p. 63-76.

Grojean Olivier et Kaya Sümbül, « Ce que font les combattants lorsqu’ils ne combattent pas. Regards croisés sur les guérilleros du PKK et les commandos de l’armée turque », *Pôle Sud*, vol. 37, n° 2, 2012, p. 97-115.

Guibet Lafaye Caroline, *Armes et principes. Éthique de l’engagement politique armé*, Paris, éd. du Croquant, 2019.

Guibet Lafaye Caroline, *Conflit au pays basque : regards des militants illégaux*, Oxford, Peter Lang, 2020.

Hedström P. et R. Swedberg (eds.), *Social Mechanisms: An Analytical Approach to Social Theory*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

Horgan J., « Understanding Terrorism: Old Assumptions, New Assertions, and Challenges for Research », in J. Victoroff et Arie W. Kruglanski (ed.), *Psychology of Terrorism*, Londres, Psychology Press, 2008.

Hugues Everett C., *Le regard sociologique*, Paris, Édition de l’EHESS, 1996.

Human Rights Watch, « What is Turkey’s Hizbullah », 16 February 2000.

Ismet Imset, *PKK: Ayrikci Siddetin 20 Yili: 1973-1992 (The PKK: Twenty Years of Separatist Violence)*, Ankara, Turkish Daily News Publications, 1993.

Kidron C. A., « Toward an Ethnography of Silence. The Lived Presence of the Past in the Everyday Life of Holocaust Trauma Survivors and Their Descendants in Israel », *Current Anthropology*, vol. 50, n° 1, 2009, p. 5-27.

Kutschera Chris, « Mad Dreams of Independence: The Kurds of Turkey and the PKK », *Middle East Report*, n° 189, The Kurdish Experience (Jul. - Aug., 1994), p. 12-15.

Laperrière A., « Les critères de scientificité des méthodes qualitatives », in J. Poupart, J.-P. Deslauriers, L.-H. Groulx, A. Laperrière, R. Mayer et A. P. Pires (dir.), *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Boucherville (Québec), Gaëtan Morin éd., 1997.

Marcus Aliza, *Blood and Belief: The PKK and the Kurdish Fight for Independence*, New York, New York University Press, 2007.

Mayntz Renate, « Organizational Forms of Terrorism – Hierarchy, Network, or a Type sui generis? », MPIfG Discussion Paper 04/04, Cologne, Max-Planck-Institute for the Study of Societies, MIPT Terrorism Knowledge Base, 2004.

Mentré F., *Les générations sociales*, Paris, Bossard, 1920.

Moghaddam F. M., « A staircase to terrorism: A psychological exploration », *American Psychologist*, vol. 60(2), 2005, p. 161-169.

Öcalan Abdullah, *Kürt Aşkı* [Kurdish Love], Istanbul, Aram, 1999.

Orhan Mehmet, *La violence politique dans l'espace kurde de Turquie*, Paris, L'Harmattan, 2015.

Pagis Julie, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2014.

Pichler A., « From Traumatic History to Embodied Memory: A Methodological Challenge for Anthropologists », in M. Six-Hohenbalken et N. Weiss (eds.), *Violence Expressed: An Anthropological Approach*, Farnham, Ashgate, 2011, p. 187-202.

Ryder N., « The cohort as a concept in the study of social change », *American Sociological Review*, vol. 30, n° 3, 1965, p. 843-861.

Sharifi Dryaz Massoud, « Guerrilla Warfare: Armed Struggle and Symbolic Power », *Teorik Bakış*, n° 7 (October 2015).

Smilde David, « A qualitative comparative analysis of conversion to Venezuelan Evangelicalism: how networks matter », *The American Journal of Sociology*, vol. 111, n° 3, 2005, p. 757-796.

Snow D.A. et R.D. Benford, « Ideology, Frame Resonance, and Participant Mobilization », in Klandermans, Kriesi et S. Tarrow (dir.), *From Structure to Action : Comparing Social Movement Research across Culture*, Greenwich, JAI Press, 1988.

Snow D. A. et D. McAdam, « Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity/Movement Nexus », in Sheldon Stryker, Timothy Owens et Robert White (dir.), *Self, Identity, and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2000, p. 41-67.

Solina Carla, *Der Weg in die Berge. Eine Frau bei der kurdischen Befreiungsbewegung*, Hambourg, Nautilus, 1997.

US State Department, see *Turkey: Human Rights Report, 1996* (Washington, DC: US State Department, 1996).

Voëgtli Michael, « “Quatre pattes oui, deux pattes, non !”. L’identité collective comme mode d’analyse des entreprises de mouvement social », in O. Fillieule *et al.* (dir.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010, p. 203-223.

Weinstein Jeremy, *Inside Rebellion: The Politics of Insurgent Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

White R. W., « Structural Identity Theory and the Post-Recruitment Activism of Irish Republicans: Persistence, Disengagement, Splits, and Dissidents in Social Movement Organizations », *Society*, vol. 57(3), 2010, p. 341-370.

Whittier N., « Political generations, micro-cohorts, and the transformation of social movements », *American Sociological Review*, vol. 62, n° 5, 1997, p. 760-778.

Annexe 1

Table 1

<i>Pseudonyme</i>	<i>Sexe</i>	<i>Age</i>	<i>Cohorte</i>	<i>Années d’engagement</i>
Léonard	M	61	C 1	1976
Ferhat	M	60	C 1	1977
Alexander	M	60	C 1	1977
Shukru	M	60	C 1	fin 1970’s
Camyl	M	57	C 1	1978
Billal	M	57	C 1	1977
Daniel	M	54	C 1	1988
Efsa	M	50	C 2	1979-1980’s
Adrien	M	49	C 2	1990
Sarah	F	50	C 1	1989
Henri	M	45-50	C 1	1986
Cyprien	M	49	C 2	1990
Daniel	M	49	C 2	-
Béatrice	F	48	C 2	1989
Erdal	M	48	C 2	1993
Meddiyar	M	47	C 2	1991
Axel	M	46	C 2	1990’s

Denise	F	46	C 2	1993
Nadir	M	46	C 2	1988
Marie	M	46	C 2	1993
Achraf	M	46		1991-1992
Ali	M	44	C 2	-
Hector	M	44	C 2	1994
Rossano	M	44	C 2	1992
Marco	M	43	C 2	1994-1995
Saidi	M	43	C 2	1990
Vassili	M	43	C 2	1991
Beste	F	43	C 2	1990
Navdar	M	42	C 2	1994
Sandra	F	42	C 2	1992
Çiçek	F	42	C 2	1992
Hélène	F	41	C 2	1991
Vickie	F	40	C 2	1990
Nina	F	40	C 2	1992
Irène	F	40	C 2	-
Athos	M	40	C 2	1992
Ahmed	M	40	C 2	1992
Rewsen	F	40	C 2	1992
Kamuran	M	39	C 2	1993
Welat	M	39	C 2	1993
Sofiana	F	38	C 2	1993
Soraya	F	38	C2	1991
Gentiane	F	38	C 3	2001
Yasmin	F	37	C 2	1993
Umberto	M	37	C 2	1990
Térésa	F	37	C 2	1992
Medya	F	37	C2	1992
Ziya	M	-	C 2	1993
Papillon	M	36	C 3	1999
David	M	36	C 3	1999
Danys	M	35	C 3	Début des 2000's
Berivan	F	35	C 3	2013

Alexia	F	34	C 3	2003
Ravza	F	34	C 3	Début des 2000's
Olga	F	33	C 3	1999
Rose	F	31	C 3	2005
Dalyan	M	31	C 3	2013
Coline	F	30	C 3	2009
Viyan	F	27	C 3	2009
Thierry	M	26	C 3	2013
Idra	F	23	C 3	2013
Primevère	F	22	C 3	2013
Barbara	F	-	C 3	2005